

## CONSEIL MUNICIPAL DU 14 DÉCEMBRE 2020 COMPTE-RENDU SUCCINCT

Affiché en mairie le 15 décembre 2020

L'an deux mille vingt , le quatorze décembre à 18 h 30, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

\*\*\*\*\*

### ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Nouredine ACHERIA - Mme Aziza AGLAGAL - M. Ludovic RAILLARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Léo LACHAMBRE - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE - M. Martino AMODEO - M. Didier GIRARD - Mme Brigitte BERTHE - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Pascal KELLER - M. Mongi BAHRI - Mme Christine BUCHALET - Mme Anne VILLIER - M. Jean-Marc FOMBARLET - M. Bruno HABERKORN - M. Sylvain BLANDIN - Mme Caroline CARLIER - M. Lhoussaine MOURTADA - Mme Saliha OUARTI - Mme Stéphanie DROUIN - Mme Nezha NANG-BEKALE - Mme Sophie MOREAU - Mme Hana WALIDI-ALAOUI - M. Philippe NEYRAUD - M. Dominique MICHEL - M. Philippe SINGER - M. Pierre HUMBERT

### ABSENTS / EXCUSÉS :

Mme Saliha M'PIAYI

\*\*\*\*\*

En raison de la crise sanitaire relative au COVID-19, des mesures exceptionnelles sont prises pour cette séance du Conseil municipal :

- La salle du Conseil municipal ne peut pas accueillir plus de 9 personnes en son sein (hors élus et membres de l'administration),
- Tenue d'un émargement de toutes les personnes qui souhaitent assister à la séance,
- Port d'un masque obligatoire pour tous les participants.

Installation de M. Pierre HUMBERT, conseiller municipal suivant de la liste « Chenôve pour tous », à la suite de la démission de son mandat de conseillère municipale de Mme Marie-Thérèse BOUGÉ.

Désignation du secrétaire de séance dans l'ordre du tableau : M. Didier GIRARD.

M. Didier GIRARD procède à l'appel.

Ajout, approuvé par l'assemblée délibérante, d'une délibération remise sur table : VŒU DE SOUTIEN À L'APPEL DES MAIRES DU 14 NOVEMBRE 2020 POUR L'ÉGALITÉ RÉPUBLICAINE DE NOS QUARTIERS PRIORITAIRES.

Annnonce de la création du groupe politique « Solidarité et écologie pour Chenôve » : fusion des groupes politiques Génération.s et Europe Écologie Les Verts, par un courrier en date du 9 décembre 2020, groupe qui sera co-présidé par Mme Caroline CARLIER et M. Bruno HABERKORN.

Adoption à l'unanimité du procès-verbal du Conseil municipal du 28 septembre 2020.

Élection des adjoints au maire : une seule liste est présentée par la majorité municipale. La liste est élue avec 28 voix sur 32, deux bulletins nuls et deux bulletins blancs.

M. Philippe NEYRAUD et M. Philippe SINGER décident de quitter la séance du conseil municipal à 19 h 47, lors du débat sur la délibération : MODIFICATION DES INDEMNITÉS DE FONCTION DES ÉLUS. Ils ne prennent pas part au vote de la délibération et sont absents lors de toutes celles qui suivent.

Une seule liste est présentée par la majorité municipale pour la désignation des délégués au SIPLASUD. La liste est élue à l'unanimité, avec 30 voix.

M. Léo LACHAMBRE n'était pas présent dans la salle lors du vote de la délibération : APPROBATION DES CONVENTIONS D'UTILISATION DE L'ABATTEMENT DE LA TAXE FONCIÈRE SUR LES PROPRIÉTÉS BÂTIES (TFPB).

\*\*\*\*\*

## ADMINISTRATION GENERALE

### 1 - VŒU DE SOUTIEN À L'APPEL DES MAIRES DU 14 NOVEMBRE 2020 POUR L'ÉGALITÉ RÉPUBLICAINE DE NOS QUARTIERS PRIORITAIRES

#### **La République doit prioritairement réaffirmer sa présence dans nos quartiers.**

Le 14 novembre dernier, deux cents d'élus locaux de tous bords politiques, Maires et Présidents d'agglomérations issus de territoires urbains, périurbains et ruraux, où vivent près de dix millions de nos concitoyens, ont écrit au Président de la République pour l'alerter, une fois de plus, sur la situation particulièrement inquiétante que connaissent leurs administrés dans d'importants bassins de vie vulnérables à travers le pays tout entier. La gravité de cette situation s'est renforcée à l'aune de la crise sanitaire que nous traversons depuis le début de cette année.

Les conséquences de cette pandémie dans ces territoires déjà en difficulté dont fait partie Chenôve, nous ne les connaissons que trop bien, nous, élus qui siégeons au Conseil municipal. Cet appel du 14 novembre intervient dans un contexte marqué par un quasi statu quo, trois ans après le discours de Tourcoing prononcé par Monsieur le Président de la République et la mobilisation nationale pour les villes et les quartiers qu'il avait lancée à cette occasion. Pourtant, dans ces quartiers, dans notre commune comme ailleurs :

- **le chômage augmente dramatiquement,**
- **les demandes pour bénéficier du Revenu de Solidarité Active (RSA) progressent massivement,**
- **les dettes locatives et les impayés de charges sont à des niveaux jamais atteints jusqu'alors,**
- **les demandes d'aides alimentaires explosent.**

Ces indicateurs, comme de nombreux autres, traduisent une réalité qui se tend dangereusement pour toutes celles et tous ceux qui vivent dans les communes de la politique de la Ville. C'est la raison pour laquelle nous voulons, par ce vœu, nous associer à cet appel lancé au plan national.

Le lundi 23 novembre dernier, lors d'une réunion en visioconférence avec 9 maires de ville populaire dont Thierry FALCONNET, Maire de Chenôve et président de l'Association des Maires Ville et Banlieue de France, Monsieur le Premier Ministre a annoncé qu'il réserverait une suite favorable à la principale revendication des élus locaux, à savoir que « le Plan de relance annoncé de 100 milliards € consacre et sanctuarise 1% pour les territoires en décrochage ».

Aujourd'hui, pour que cette participation à la solidarité nationale permette prioritairement de mettre en œuvre concrètement une relance à la hauteur des besoins et des urgences, nous sommes dans l'attente de mesures concrètes de la part du Gouvernement. Parce que la République doit prendre en compte prioritairement la réalité de la situation dans nos quartiers, par ce vœu :

- **nous réaffirmons notre soutien à l'appel des élus locaux lancé le 14 novembre dernier au Président de la République ;**
- **nous tenons à réitérer la demande formulée auprès du Président de la République que le Plan de relance annoncé de 100 milliards d'euros consacre et sanctuarise 1% pour les territoires en décrochage ;**
- **nous souhaitons que les modalités concrètes et opérationnelles de l'affectation de ces crédits dédiés soient élaborées en lien avec les élus locaux afin que l'aide financière soit correctement employée au regard des urgences que nous observons chaque jour sur le terrain, nous élus locaux ;**

- nous souhaitons que le Gouvernement mette enfin en œuvre ce « grand plan de mobilisation nationale pour les quartiers » annoncé par le Président de la République pour que ce milliard d'euros réponde à une situation d'urgence absolue qui s'ajoute à un quotidien difficile ;
- nous demandons que le Projet de Loi de Finances 2021 réponde aux enjeux d'une présence républicaine renforcée dans les communes et les quartiers populaires.

Répondre à ces attentes légitimes partagées par tous doit nous permettre de ne pas rompre le pacte républicain avec 10 millions de nos concitoyens qui vivent dans les quartiers populaires de nos villes et qui méritent une réponse digne à leurs préoccupations et à leurs difficultés dans le contexte actuel.

- Pour empêcher le décrochage républicain de nos communes et de nos quartiers,
- Pour combattre efficacement tous les racismes, séparatismes, communautarismes et replis sur soi qui se nourrissent de la pauvreté et de la misère sociale,
- Pour que vivent l'Égalité républicaine et la promesse d'une société plus juste, plus fraternelle, pour les populations de nos communes et de nos quartiers.

Il est proposé au Conseil Municipal :

**ARTICLE UNIQUE : D'approuver le vœu de soutien à l'appel des maires du 14 novembre 2020 pour l'égalité républicaine de nos quartiers prioritaires.**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
32 POUR

## 2 - ADOPTION DE LA CHARTE DES VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE ET DE LA LAÏCITÉ DE LA VILLE DE CHENÔVE

La Ville de Chenôve s'engage à préserver et défendre les valeurs inscrites dans les textes fondateurs de la République que sont la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789, le Préambule de la Constitution du 27 octobre 1946 et la Constitution du 4 octobre 1958, ainsi que le principe de Laïcité garanti par la loi du 9 décembre 1905, qui s'appliquent à toutes et tous. La Laïcité repose sur trois principes, que sont la liberté de conscience et de culte, la séparation des institutions publiques et des organisations religieuses, et l'égalité de tous devant la loi quelles que soient leurs croyances ou leurs convictions.

*« La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale », tel qu'inscrit dans l'article premier de la Constitution. « Elle assure l'égalité devant la loi, sur l'ensemble de son territoire, de tous les citoyens, sans distinction d'origine, de sexe, d'orientation ou d'identité sexuelle, ou de religion. Elle respecte toutes les croyances ».*

La Laïcité garantit ainsi le respect du pluralisme des convictions et des croyances, y compris la liberté d'avoir une religion, d'en changer, ou de ne pas en avoir, la liberté de pratiquer un culte ou de ne pas pratiquer. Dans ce cadre, nul ne peut se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour ne pas appliquer les principes et valeurs de la République. Nul ne peut être inquiété pour ses opinions pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public.

La Ville de Chenôve entend faire respecter, par le biais d'une charte des valeurs de la République et de la Laïcité, ces principes dans tous les champs de son intervention, tout en garantissant à toutes et tous la liberté d'adhésion et d'accès aux services, la non-discrimination et la tolérance, le refus des incivilités, des provocations, des violences et des incitations à la haine.

À Chenôve, ces questions occupent une place prépondérante dans la vie municipale. Pour rappel, dans la commune, se déroulent ou se sont déroulés :

- une cérémonie d'entrée de la citoyenneté française qui a lieu tous les ans à l'Hôtel de Ville ;
- la Fête de la République qui a lieu tous les 21 septembre (date anniversaire de la proclamation de l'abolition de la royauté en 1792) depuis 2016 et qui donne l'occasion de célébrer la République et ses valeurs ;
- l'inauguration en 2018 d'une fresque murale représentant la Marianne de Chenôve qui fut choisie par les Chenevelières et les Cheneveliers dans le cadre d'un projet participatif ;
- un travail sur les valeurs de la République qui a été mené en 2018 avec les acteurs du monde associatif de Chenôve.

Au quotidien, avec l'ensemble des ressources vives du territoire, notre commune œuvre au quotidien pour asseoir et faire respecter les valeurs universelles et les principes fondamentaux des lois de notre République. Au cœur de cette politique publique prioritaire, nos partenaires associatifs occupent une place essentielle dans l'atteinte de ces objectifs. Par sa diversité, sa richesse et sa proximité, le tissu associatif chenevelier participe en toute indépendance et à son niveau à la diffusion et à la promotion des trois piliers de notre République que sont la Liberté, l'Égalité et la Fraternité ainsi que les principes qui en découlent, tels que la Laïcité.

Aujourd'hui, il convient d'aller plus loin dans une démarche collective qui vise à réaffirmer collectivement la pertinence de notre modèle républicain, humaniste et universaliste que nous devons, toutes et tous, promouvoir et transmettre.

La Charte municipale des valeurs de la République et de la Laïcité est l'expression de cet

engagement et concerne tous ses agents, ses élus, ses usagers ainsi que les associations et les partenaires dont elle soutient financièrement l'action. Elle prend particulièrement sens dans un contexte où la République française peut subir des provocations et/ou des atteintes régulières dont le but serait de remettre en cause les valeurs qui la fondent.

Conformément à l'engagement pris publiquement par Monsieur le Maire de Chenôve lors du Conseil municipal du 16 novembre 2020, il est soumis à l'examen de l'assemblée délibérante un projet de Charte des valeurs de la République et de la Laïcité qui se trouve en annexe de la présente délibération.

À travers cette charte, il s'agit de réunir les conditions pour une citoyenneté pleinement vécue, un « continuum de citoyenneté » impliquant les associations et les acteurs du territoire dans un plan global d'actions. La municipalité souhaite mobiliser tous ses partenaires dans la mise en œuvre des principes énoncés dans la charte, leur bon respect et leur diffusion pour l'apprentissage de la citoyenneté et l'émancipation de chacune et chacun.

Cet engagement express sera nécessaire pour la recevabilité et l'instruction de la demande de subvention auprès de la Ville. Il est proposé, par le présent projet de délibération, que la signature et le respect de la présente charte conditionnent l'attribution de toute subvention municipale dans le strict respect des dispositions fondamentales de la loi du 1er juillet 1901 qui concernent les règles de fonctionnement démocratiques, de non-discrimination, de parité et de neutralité.

Cette obligation sera insérée dans chaque convention qui sera conclue avec les bénéficiaires, assortie d'une clause explicite de restitution, partielle ou totale, du soutien municipal en cas de non-respect de la charte. Sa mise en œuvre devra figurer dans le compte-rendu d'exécution de l'action soutenue.

La Charte municipale des valeurs de la République et de la Laïcité s'applique également aux élus et aux agents municipaux ainsi qu'à tous les usagers des équipements et services publics. Les agents municipaux, qui sont soumis à un devoir de stricte neutralité, bénéficieront d'un temps d'information et d'échange. Un parcours de formation leur sera par ailleurs proposé et sera adapté aux missions accomplies par l'agent. Cette charte rappelle le cadre qui est le nôtre pour assurer le respect dans les services publics du principe républicain de Laïcité. Elle expose les garanties qu'il assure et les obligations qu'il implique pour contribuer au bon fonctionnement du service public.

La signature de cette charte par les acteurs associatifs, les organismes et partenaires de notre ville sera associée à la création d'un Observatoire de la Laïcité dont la mission principale sera de veiller à la bonne application de cette charte et de faire acte de vigilance dans ce domaine.

L'Observatoire de la Laïcité sera composé d'élus municipaux et de personnalités locales choisies pour leur expertise sur le sujet. Il aura pour missions :

- d'identifier les éventuelles difficultés de mise en œuvre de la charte et de proposer des solutions pour les lever ;
- de valoriser les bonnes pratiques à diffuser ;
- de conseiller au besoin la municipalité et d'être force de propositions sur les améliorations à apporter à la charte ;
- d'élaborer un bilan permettant d'évaluer la mise en œuvre de la charte municipale, qui sera présentée au Conseil municipal.

Une fois adopté, ce document s'applique sur l'ensemble du territoire communal pour la durée du mandat en cours.

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date

du 2 décembre 2020,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 3 décembre 2020.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'adopter le projet de Charte des valeurs de la République et de la Laïcité de la ville de Chenôve, joint en annexe de la présente délibération,**

**ARTICLE 2 : D'autoriser Monsieur le Maire à présenter ce document à différents interlocuteurs de l'institution municipale comme les représentants du personnel et les acteurs du monde associatif chenevelier,**

**ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Maire à faire appliquer cette Charte une fois qu'elle sera signée entre la ville et les différents interlocuteurs précédemment cités,**

**ARTICLE 4 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
32 POUR

## ORGANISATION INSTITUTIONNELLE

### 3 - ÉLECTION DES ADJOINTS AU MAIRE

Conformément à l'article L.2122-7-2 du Code général des collectivités territoriales :

« Dans les communes de 1 000 habitants et plus, les adjoints sont élus au scrutin de liste à la majorité absolue, sans panachage ni vote préférentiel. La liste est composée alternativement d'un candidat de chaque sexe.

Si, après deux tours de scrutin, aucune liste n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, les candidats de la liste ayant la moyenne d'âge la plus élevée sont élus. »

Le 2 décembre 2020, l'ensemble des adjoints au maire de Chenôve ont adressé leur lettre de démission de leurs fonctions d'adjoint au maire ; démissions qui sont devenues définitives suite à leur acceptation par le représentant de l'État dans le département, conformément à l'article L.2122-15 du Code général des collectivités territoriales.

Vu la lettre de démission de ses fonctions de première adjointe au maire de Mme Brigitte POPARD, en date du 2 décembre 2020,

Vu la lettre de démission de ses fonctions d'adjoint au maire de M. Patrick AUDARD, en date du 2 décembre 2020,

Vu la lettre de démission de ses fonctions d'adjointe au maire de Mme Christiane JACQUOT, en date du 2 décembre 2020,

Vu la lettre de démission de ses fonctions d'adjoint au maire de M. Nouredine ACHERIA, en date du 2 décembre 2020,

Vu la lettre de démission de ses fonctions d'adjointe au maire de Mme Aziza AGLAGAL, en date du 2 décembre 2020,

Vu la lettre de démission de ses fonctions d'adjoint au maire de M. Ludovic RAILLARD, en date du 2 décembre 2020,

Vu la lettre de démission de ses fonctions d'adjointe au maire de Mme Joëlle BOILEAU, en date du 2 décembre 2020,

Vu la lettre de démission de ses fonctions d'adjoint au maire de M. Léo LACHAMBRE, en date du 2 décembre 2020,

Vu la lettre de démission de son mandat de conseillère municipale et de ses fonctions d'adjointe au maire de Mme Marie-Thérèse BOUGÉ, en date du 27 novembre 2020,

Vu la délibération n° DEL\_2020\_013 fixant à 9 le nombre d'adjoints au maire,

Il est procédé à l'élection des adjoints, au scrutin de liste à bulletin secret.

Le Président de séance a enregistré les candidatures.

Il est proposé au Conseil municipal la liste suivante :

- 1<sup>re</sup> adjointe : Brigitte POPARD
- 2<sup>e</sup> adjoint : Patrick AUDARD
- 3<sup>e</sup> adjointe : Christiane JACQUOT



- 4<sup>e</sup> adjoint : Nouredine ACHERIA
- 5<sup>e</sup> adjointe : Aziza AGLAGAL
- 6<sup>e</sup> adjoint : Ludovic RAILLARD
- 7<sup>e</sup> adjointe : Joëlle BOILEAU
- 8<sup>e</sup> adjoint : Léo LACHAMBRE
- 9<sup>e</sup> adjointe : Jamila DE LA TOUR D'Auvergne

Chaque conseiller municipal, à l'appel de son nom, a remis son bulletin de vote dans une enveloppe fermée.

Vu les articles L.2122-4, L.2122-7-2 et L.2122-15 du Code général des collectivités territoriales.

**Le dépouillement du vote a été effectué par deux assesseurs et a donné les résultats suivants :**

- Nombre de bulletins trouvés dans l'urne : 32
- Nombre de suffrages déclarés nuls : 2
- Nombre de suffrages déclarés blancs : 2
- Nombre de suffrages exprimés : 28
- Majorité absolue : 17

La liste composée de :

- Brigitte POPARD
- Patrick AUDARD
- Christiane JACQUOT
- Nouredine ACHERIA
- Aziza AGLAGAL
- Ludovic RAILLARD
- Joëlle BOILEAU
- Léo LACHAMBRE
- Jamila DE LA TOUR D'Auvergne

ayant obtenu la MAJORITÉ ABSOLUE des suffrages exprimés dès le premier tour, les membres de cette liste sont élus adjointes et adjoints au Maire.

**VOTES**

28 POUR LA LISTE PROPOSÉE PAR LA MAJORITÉ MUNICIPALE

2 NULS

2 BLANCS

## ADMINISTRATION GENERALE

### 4 - MODIFICATION DES INDEMNITÉS DE FONCTION DES ÉLUS

Conformément à l'article L.2123-20-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, les Conseils municipaux sont tenus de délibérer pour fixer les indemnités de leurs élus.

Par délibération n° DEL\_2020\_028 du 29 juin 2020, le Conseil municipal a modifié la répartition des indemnités de fonction du maire, des adjoints et des conseillers municipaux ayant reçu une délégation de fonction ou ayant été désignés vice-présidents des commissions municipales, comme suit :

Fonction	% maximum applicable de l'indice brut terminal de la fonction publique correspondant à la strate 10 000 / 19 999 habitants	% de l'indice brut terminal de la fonction publique appliqué aux élus de la commune de Chenôve
Maire	65 %	39,02 %
1 <sup>er</sup> adjoint au 8 <sup>e</sup> adjoint	27,5 %	19,65 %
9 <sup>e</sup> adjoint	27,5 %	13,23 %
Conseillers municipaux délégués		7,95 %
Vice-présidents de commission		2,60 %

Conformément aux articles L.2123-22 1° et 5°, et R.2123-23 1° et 4° du Code général des collectivités territoriales, le Conseil municipal a également approuvé l'application des majorations d'indemnité, sur l'indemnité octroyée au maire et aux adjoints, comme suit :

Fonction	% de majoration appliqué aux élus de la commune de Chenôve au titre de la DSU	% de majoration appliqué aux élus de la commune de Chenôve au titre de commune chef-lieu de canton
Maire	54,03 %	15 %
1 <sup>er</sup> adjoint au 8 <sup>e</sup> adjoint	23,58 %	15 %
9 <sup>e</sup> adjoint	15,88 %	15 %

Considérant qu'il a été procédé à une nouvelle élection des adjoints au maire,

Considérant qu'il convient de modifier le tableau des indemnités de fonction des élus (tableau joint à la présente délibération) tout en respectant l'enveloppe globale de la commune,

Vu les articles L.2123-20-1, L.2123-22 1° et 5°, L.2123-23, L.2123-24, L.2123-24-1, R.2123-23 1° et 4° du Code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération n° DEL\_2020\_013 du 25 mai 2020 fixant à 9 le nombre d'adjoints au maire,

Vu la délibération n° DEL\_2020\_028 du 29 juin 2020 relative à la modification des indemnités de fonction du maire, des adjoints et des conseillers municipaux,

Vu le tableau du Conseil municipal,

Vu le tableau des indemnités de fonction joint à la présente délibération, étant précisé que le

tableau détaillé des indemnités de fonction sera modifié compte tenu de la nouvelle élection des adjoints au maire.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** D'approuver le tableau, ci-joint, relatif aux indemnités de fonction du maire, des adjoints, des conseillers municipaux délégués et des vice-présidents des commissions municipales :

Fonction	% maximum applicable de l'indice brut terminal de la fonction publique correspondant à la strate 10 000 / 19 999 habitants	% de l'indice brut terminal de la fonction publique appliqué aux élus de la commune de Chenôve
Maire	65 %	40,55 %
Adjoints	27,5 %	19,65 %
Conseillers municipaux délégués		7,95 %
Vice-présidents de commission		2,60 %

**ARTICLE 2 :** D'approuver l'application des majorations d'indemnité, sur l'indemnité précédemment octroyée au maire et aux adjoints, conformément aux articles L.2123-22 1° et 5°, et R.2123-23 1° et 4° du Code général des collectivités territoriales,

Fonction	% de majoration appliqué aux élus de la commune de Chenôve au titre de la DSU	% de majoration appliqué aux élus de la commune de Chenôve au titre de commune chef-lieu de canton
Maire	56,15 %	15 %
Adjoints	23,58 %	15 %

**ARTICLE 3 :** Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

#### **VOTES**

30 POUR

2 NE PREND PAS PART AU VOTE :

M. NEYRAUD - M. SINGER

## ORGANISATION INSTITUTIONNELLE

### 5 - DÉSIGNATION POUR LE REMPLACEMENT D'UN ÉLU AU SEIN DES COMMISSIONS MUNICIPALES – POSSIBILITÉ DE VOTE À MAIN LEVÉE

Considérant que les désignations au sein du Conseil municipal peuvent être décidées à main levée sauf si une disposition législative ou réglementaire prévoit un scrutin secret,

Considérant que pour les désignations prévues par la présente délibération, il y a possibilité de procéder à une désignation à main levée par l'assemblée délibérante sous réserve de recueillir l'accord unanime du Conseil municipal,

Considérant que le Conseil municipal, par délibération n° DEL\_2020\_020 du 8 juin 2020, avait créé trois commissions municipales ; qu'à cette occasion il avait fixé les règles suivantes de fonctionnement desdites commissions :

- Chaque élu ne peut être membre que d'une seule commission,
- L'organisation des thématiques présentes dans chaque commission selon les délégations consenties aux adjoints au Maire, permet la présence de trois adjoints dans chaque commission,

Considérant qu'il est loisible au Conseil municipal, pour des motifs tirés de la bonne administration des affaires de la commune, de décider, leur remplacement au sein desdites commissions,

Vu les articles L.2121-21 et L.2121-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n° DEL\_2020\_020 du 8 juin 2020,

Vu la lettre de démission de son mandat de conseillère municipale de Mme Marie-Thérèse BOUGÉ, en date du 27 novembre 2020, et l'installation d'un nouveau conseiller municipal,

Vu le tableau des commissions municipales annexé à la présente délibération.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** De procéder à une désignation à main levée pour l'ensemble des représentations ci-après,

**ARTICLE 2 :** De désigner les conseillers municipaux pour siéger dans les commissions municipales tel que précisé dans le tableau suivant,

COMMISSIONS MUNICIPALES	CONSEILLERS MUNICIPAUX DÉSIGNÉS	EN REMPLACEMENT DE
COMMISSION PROJETS DE VILLE, TRANSITION ÉCOLOGIQUE, TRAVAUX	P. HUMBERT	M-T. BOUGÉ

**ARTICLE 3 :** Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- approuve A L'UNANIMITE de procéder à un vote à main levée,
- approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

### VOTES

30 POUR

## **6 - DÉSIGNATION DES DÉLÉGUÉS AU SYNDICAT DE SAUVEGARDE ET DE MISE EN VALEUR DU PLATEAU DU SUD DIJONNAIS (SIPLASUD) – VOTE À BULLETIN SECRET**

Considérant que les désignations dans les organismes extérieurs peuvent être décidées à main levée sauf si une disposition législative ou réglementaire prévoit un scrutin secret,

Considérant que s'agissant des organes délibérants des syndicats intercommunaux, les représentants des communes dans les syndicats intercommunaux sont élus par les conseils municipaux des communes membres du syndicat dans les conditions prévues à l'article L.2122-7 du Code général des collectivités territoriales,

Considérant que les statuts du Syndicat Intercommunal de sauvegarde et de mise en valeur du Plateau du Sud Dijonnais (SIPLASUD) prévoient deux représentants titulaires et deux représentants suppléants de la Ville de Chenôve pour siéger au syndicat,

Vu la lettre de démission de son mandat de conseillère municipale de Mme Marie-Thérèse BOUGÉ, en date du 27 novembre 2020,

Le Président de séance a enregistré les candidatures.

Il est proposé au Conseil municipal la liste suivante :

- Titulaires :
  - M. Thierry FALCONNET
  - M. Bruno HABERKORN
- Suppléants :
  - M. Léo LACHAMBRE
  - M. Sylvain BLANDIN

Chaque conseiller municipal, à l'appel de son nom, a remis son bulletin de vote dans une enveloppe fermée.

Vu les articles L.2122-7, L.2121-21 et L.2121-33 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article L.5211-7 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à l'élection des délégués devant siéger dans l'organe délibérant des syndicats de communes,

Vu la délibération DEL\_2020\_088 du Conseil municipal du 16 novembre 2020 portant désignation des représentants de la ville de Chenôve au SIPLASUD.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** De désigner au scrutin secret deux représentants titulaires et deux représentants suppléants pour siéger au Syndicat Intercommunal de sauvegarde et de mise en valeur du Plateau du Sud Dijonnais (SIPLASUD), après appel à candidatures :

- Titulaires :
  - M. Thierry FALCONNET
  - M. Bruno HABERKORN
- Suppléants :
  - M. Léo LACHAMBRE
  - M. Sylvain BLANDIN

**ARTICLE 2 :** Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
30 POUR

## 7 - DÉSIGNATION DE REPRÉSENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL AU SEIN DE DIFFÉRENTS ORGANISMES EXTÉRIEURS – POSSIBILITÉ DE VOTE À MAIN LEVÉE

Considérant que les désignations dans les organismes extérieurs peuvent être décidées à main levée sauf si une disposition législative ou réglementaire prévoit un scrutin secret,

Considérant que pour les désignations prévues par la présente délibération, il y a possibilité de procéder à une désignation à main levée par l'assemblée délibérante,

Considérant qu'il faut recueillir l'accord unanime du Conseil municipal pour procéder à un vote à main levée,

Considérant les désignations intervenues conformément aux délibérations précédentes du Conseil municipal, au sein des organismes mentionnés dans le tableau ci-après,

Considérant que conformément à l'article L.2121-33 du Code Général des Collectivités Territoriales, il peut être procédé à tout moment, et pour le reste de la durée des fonctions assignées aux membres ou délégués de ces organismes, au remplacement de ceux-ci par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes,

Vu la lettre de démission de son mandat de conseillère municipale de Mme Marie-Thérèse BOUGÉ, en date du 27 novembre 2020,

Vu les articles L.2121-21 et L.2121-33 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération DEL\_2020\_022 du Conseil municipal du 8 juin 2020 portant désignation des représentants de la ville de Chenôve dans divers organismes extérieurs.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** De procéder à une désignation à main levée pour l'ensemble des représentations ci-après,

**ARTICLE 2 :** De désigner les conseillers municipaux pour siéger dans les organismes extérieurs tel que précisé dans le tableau suivant :

ORGANISMES	MEMBRES TITULAIRES DÉSIGNÉS	MEMBRES SUPPLÉANTS DÉSIGNÉS	EN REMPLACEMENT DE
COMMISSION MIXTE VILLE – MJC	N. ACHERIA		M-T. BOUGÉ
CONSEIL D'ÉCOLE VIOLETTES (MATERNELLE)	H. WALIDI-ALAOU		M-T. BOUGÉ
CONSEIL D'ÉCOLE GRANDS CRUS (ÉLÉMENTAIRE)	L. LACHAMBRE		M-T. BOUGÉ

**ARTICLE 3 :** Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- approuve A L'UNANIMITE de procéder à un vote à main levée,
- approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
30 POUR



## JEUNESSE ET SPORT

### 8 - PROPOSITION DE RÉPARTITION DE L'ENVELOPPE POUR LA PROMOTION DU SPORT

Une enveloppe de 12 000 €, dite « sport promotion » comme indiquée dans la convention d'objectifs et de moyens passée entre l'Office Municipal des Sports (O.M.S.) et la Ville de Chenôve en date du 15 janvier 2019, n'a pas été utilisée jusqu'à présent et est inscrite dans l'enveloppe des subventions 2020.

La Ville de Chenôve a été sollicitée par la présidente du Basket Club de Chenôve, cette dernière faisant état de difficultés financières en ce début de saison pour faire fonctionner dans un contexte sanitaire compliqué, une école de basket pour 90 enfants de 4 à 11 ans dont la majorité résident dans le QPV ainsi que 2 équipes évoluant en niveau national.

L'Office Municipal des Sports a également fait part de son inquiétude si d'autres clubs faisaient état de difficultés similaires.

C'est pourquoi, il est proposé la répartition de l'enveloppe « sport promotion » comme suit :

- la somme de 9 000 € pour le Basket Club de Chenôve,
- la somme de 3 000 € pour l'Office Municipal des Sports.

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 2 décembre 2020,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 3 décembre 2020.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'attribuer une subvention exceptionnelle de 9 000 € au Basket Club de Chenôve,**

**ARTICLE 2 : D'attribuer une subvention exceptionnelle de 3 000 € à l'Office Municipal des Sports de Chenôve,**

**ARTICLE 3 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
30 POUR

## FINANCES

### **9 - EXONÉRATION DE LOYERS DES ENTREPRISES TOUCHÉES PAR LA CRISE SANITAIRE ET LOGÉES PAR LA VILLE DE CHENÔVE LORS DU DEUXIÈME CONFINEMENT**

Les mesures mises en place pour enrayer la deuxième vague de l'épidémie de la COVID-19 ont entraîné, de nouveau, la fermeture obligatoire de certains commerces, notamment les restaurants.

La ville de Chenôve loue des locaux lui appartenant à deux restaurateurs dont la situation financière a été fragilisée par l'arrêt de leur activité durant la période de confinement.

Afin de contribuer à aider ces entreprises à passer cette période difficile, il est donc proposé, comme lors du premier confinement, d'exonérer des loyers de novembre et décembre 2020, la SARL SIMON FS, gérant de l'Auberge du Vieux Pressoir, et la SAS Le Rougail, locataire de la brasserie du Cèdre.

Le montant total de ces exonérations s'élève à environ 5 200 €.

Vu la demande d'exonération déposée par chaque locataire,

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 2 décembre 2020.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'exonérer des loyers de novembre et décembre 2020, les entreprises précitées locataires de la commune,**

**ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
30 POUR

## ADMINISTRATION GENERALE

### 10 - AVIS SUR LES AUTORISATIONS D'OUVERTURES DOMINICALES 2021 POUR LES COMMERCES DE DÉTAIL EMPLOYANT DES SALARIÉS

Les commerces de détail employant des salariés doivent respecter la règle du repos dominical. Cependant le code du travail donne compétence au maire pour déroger à cette règle sur la base de cinq dimanches, après l'avis des organisations d'employeurs et de salariés intéressés et sous réserve des dispositions préfectorales concernant certains commerces.

La loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, dite « loi MACRON », a apporté des modifications à ce dispositif en portant à douze au lieu de cinq le nombre maximum de dimanches pour lesquels le repos hebdomadaire pourrait être supprimé.

Par ailleurs, elle prévoit de solliciter l'avis du Conseil municipal préalablement à la décision du maire, et ce avant le 31 décembre pour l'année suivante. Lorsque le nombre de ces dimanches excède cinq, la décision du maire est prise après avis conforme de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont la commune est membre.

Depuis de nombreuses années, l'ensemble des communes de la métropole dijonnaise se concertent pour harmoniser les dates avec pour objectifs : la cohérence territoriale, une communication claire auprès du public et l'adéquation entre les enjeux économiques et les enjeux sociaux.

C'est dans ce cadre, au regard des demandes des établissements commerciaux, après organisation par la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Côte-d'Or de la concertation des représentants des pôles commerciaux de Dijon Métropole, et en tenant compte de la consultation des organisations des partenaires sociaux d'employeurs de salariés que le conseil métropolitain de Dijon Métropole s'est prononcé le 19 novembre 2020 sur les demandes de dérogations au repos dominical 2021, à savoir :

- **S'agissant des commerces de détail**, les 24 janvier, 28 novembre, 5, 12 et 19 décembre 2021 qui correspondent à des hausses de consommation exceptionnelles nécessitant une organisation et une logistique en adéquation avec les demandes des usagers, au premier dimanche des soldes d'hiver, au dimanche qui suit le « *black friday* », et aux dimanches de décembre des fêtes de fin d'année,

- **S'agissant de la branche automobile**, les 17 janvier, 14 mars, 13 juin, 19 septembre et 17 octobre 2021.

Il convient de préciser que la période sanitaire liée à la pandémie peut amener à changer les dates en fonction du décalage des soldes ou d'éventuelles fermetures administratives de confinement.

Vu les articles L.3132-26 et R.3132-21 du Code du travail,

Vu l'avis du conseil métropolitain de Dijon Métropole du 19 novembre 2020,

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 2 décembre 2020.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'émettre, conformément à l'exposé ci-dessus, un avis favorable de**

**dérogation au repos dominical :**

**- de cinq dimanches pour les commerces de détail, à savoir les dimanches 24 janvier, 28 novembre, 5, 12 et 19 décembre 2021,**

**- de cinq dimanches pour la branche automobile, à savoir les dimanches 17 janvier, 14 mars, 13 juin, 19 septembre et 17 octobre 2021.**

**ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
30 POUR

## CULTURE

### **11 - AUTORISATION DE SIGNATURE DE LA CONVENTION TRIPARTITE CINÉMA POUR L'ANNÉE 2020 ENTRE LA VILLE DE CHENÔVE, LA FÉDÉRATION RÉGIONALE DES MAISONS DES JEUNES ET DE LA CULTURE (F.R.M.J.C.) DE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ ET LA M.J.C. DE CHENÔVE**

La ville de Chenôve, la Fédération Régionale des Maisons des Jeunes et de la Culture de Bourgogne-Franche-Comté (F.R.M.J.C) et la M.J.C de Chenôve partagent la nécessité de promouvoir les expressions cinématographiques sur le territoire de la commune. À ce titre, la ville de Chenôve est inscrite depuis plusieurs années dans le circuit itinérant « Les Tourneurs 21 ».

Cette activité culturelle a pour but la diffusion de films au plus grand nombre dans des conditions professionnelles. Une convention tripartite est proposée chaque année pour fixer les modalités logistiques et financières de ce partenariat.

À travers cette convention, la ville de Chenôve s'engage à soutenir la Fédération Régionale des M.J.C de Bourgogne-Franche-Comté dans la réalisation de cette action par la mise à disposition de moyens (salle de projection) et par la participation aux frais propres à l'activité. Ainsi pour l'exercice 2020, le montant de la participation de la ville de Chenôve est fixé à 4 867,88 €, conformément à la grille tarifaire jointe à la convention.

La M.J.C. de Chenôve est chargée d'organiser les projections de cinéma, la promotion des séances et l'accueil du public.

Vu le projet de convention et son annexe joints à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission Administration Générale, Finances, Vie de la cité et Culture en date du 2 décembre 2020,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 3 décembre 2020.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention tripartite cinéma 2020 entre la F.R.M.J.C de Bourgogne-Franche-Comté, la M.J.C de Chenôve et la ville de Chenôve aux conditions exposées ci-dessus,**

**ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

#### **VOTES**

30 POUR

## **12 - ADHÉSION DE LA VILLE DE CHENÔVE À LA FÉDÉRATION NATIONALE DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES POUR LA CULTURE (F.N.C.C.)**

La Fédération Nationale des Collectivités territoriales pour la Culture (F.N.C.C.) est une association pluraliste qui regroupe près de 500 collectivités territoriales et qui s'est donné pour ambition de promouvoir les arts et la culture dans les politiques publiques. Elle vise dans le même temps à soutenir tous les élus dans la mise en place des politiques culturelles territoriales, et en particulier les élus qui sont chargés de la culture.

Après plus de soixante ans d'existence et forte de son pluralisme, la F.N.C.C. constitue aujourd'hui une force de propositions et un partenaire incontournable de l'État.

Elle est également devenue un trait d'union entre les différentes associations d'élus. La F.N.C.C. offre également des services préférentiels pour les adhérents (colloques et rencontres régionales, lettre d'échanges).

La F.N.C.C est reconnue pour son Centre de Formation des Élus Locaux, agréé par le ministère de l'Intérieur depuis 1994.

L'adhésion annuelle pour une commune de 10 000 à 30 000 habitants est de 511 €.

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 2 décembre 2020.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'autoriser l'adhésion de la ville de Chenôve à la Fédération Nationale des Collectivités territoriales pour la Culture (F.N.C.C.),**

**ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
30 POUR

### **13 - RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION ENTRE LA VILLE DE CHENÔVE ET L'ASSOCIATION TROPHÉE IMPRO CULTURE ET DIVERSITÉ POUR L'ANNÉE 2020-2021**

La Fondation Culture & Diversité organise chaque année un championnat national de matchs d'improvisation théâtrale inter-collèges. L'ensemble des programmes de la fondation et de ses partenaires est mené en partenariat étroit avec le ministère de l'Éducation nationale et le ministère de la Culture et de la Communication. Depuis 2006, près de 28 000 élèves, issus de plus de 200 établissements scolaires en France, ont participé à ces programmes portés par l'association « Trophée d'impro Culture et Diversité ».

Le Trophée d'Impro Culture & Diversité se déroule en quatre temps. Sont d'abord organisés, au sein des collèges, relevant principalement de l'éducation prioritaire et tout au long de l'année, des ateliers autour du match d'improvisation, dirigés par des comédiens / metteurs en scène en temps scolaire, périscolaire ou extrascolaire. Les élèves participent ensuite à des matchs d'improvisation théâtrale, dans leur collège puis dans leur ville, puis en région. Enfin, les quatre demi-finalistes viennent à Paris pour représenter leur ville lors de la finale du trophée, dans un grand théâtre parisien.

La ville de Chenôve participe pour la deuxième année scolaire à ce dispositif qui rencontre un grand succès auprès des collégiens, des enseignants et des partenaires institutionnels et associatifs.

La Ville pilote ce dispositif en lien avec la Maison des Jeunes et de la Culture (M.J.C.) de Chenôve, qui est la référente pour les collèges.

Il est donc proposé de renouveler cette convention de partenariat pour l'année scolaire 2020-2021 dans les mêmes conditions que la précédente édition.

Cette convention de partenariat précise les modalités d'accompagnement du référent scolaire, la prise en charge financière du trophée par la fondation à partir de la demi-finale.

Outre un appui administratif sur l'organisation des comités de pilotage et techniques, l'accompagnement et le suivi du projet conformément au cahier des charges de la fondation, la commune de Chenôve met à disposition des moyens humains et logistiques afin d'organiser les différents temps de rencontres. Elle prend également en charge la communication et une partie de la rémunération du comédien intervenant.

Vu le projet de convention joint en annexe,

Vu l'avis de la commission Administration Générale, Finance, Vie de la Cité et Culture en date du 2 décembre 2020,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 3 décembre 2020.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de partenariat 2020-2021 avec l'association Trophée d'impro Culture et Diversité aux conditions exposées ci-dessus,**

**ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
30 POUR



#### 14 - AUTORISATION DE SIGNATURE DE L'AVENANT À LA CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS ENTRE L'ASSOCIATION ART PUBLIC ET SES PARTENAIRES POUR LE FESTIVAL MODES DE VIE POUR LES ANNÉES 2021 ET 2022

L'association Art Public a pour but de concevoir et d'accompagner des projets artistiques et culturels par le biais de spectacles, d'expositions, de résidences d'artistes, de formations et de tout autre moyen, afin de sensibiliser un large public à l'art via notamment l'organisation du festival « Modes de vie ». Sous l'impulsion des principaux financeurs du Contrat de Ville (État, Région Bourgogne-Franche-Comté, Dijon Métropole), il est proposé aux communes dont un quartier relève de la politique de la ville (Dijon, Talant, Quétigny, Longvic et Chenôve) de formaliser par une convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens (C.P.O.M) les engagements de l'association et des partenaires publics associés. La ville de Chenôve a approuvé ce projet lors du Conseil municipal du 9 avril 2018.

D'un commun accord, les partenaires à la C.P.O.M souhaitent prolonger de deux exercices le dispositif dont les objectifs se déclinent toujours ainsi :

- garantir le développement d'une action culturelle de proximité et sa médiation afin d'en faire profiter prioritairement les publics des quartiers Politique de la ville qui sont les plus éloignés de l'offre et des pratiques artistiques de la Métropole dijonnaise (le Mail à Chenôve, les Grésilles et la Fontaine d'Ouche à Dijon, le Bief du Moulin et Guynemer à Longvic, le Centre-ville de Quétigny, le Belvédère à Talant)
- coordonner et mettre en œuvre les actions afin de répondre aux enjeux suivants :
  - mobiliser les acteurs culturels et sociaux autour d'une démarche culturelle participative mettant les habitants au cœur du processus de création,
  - favoriser la fréquentation et la diffusion des œuvres dans les quartiers Politique de la ville,
  - fédérer et coordonner tous les acteurs participant au Festival Modes de Vie,
  - favoriser la découverte de nouveaux modes d'expression culturelle,
  - proposer et coordonner l'animation d'ateliers de pratique artistique et culturelle pour les habitants des quartiers,
  - assurer la médiation des actions initiées auprès des habitants des quartiers Politique de la ville,
  - garantir une programmation qui permette une appropriation forte de l'espace public,
  - favoriser la découverte des établissements culturels des quartiers par leurs habitants,
  - favoriser la circulation des publics,
  - favoriser la rencontre des habitants et des artistes.

Sur les deux exercices complémentaires (2021, 2022), les partenaires suivants s'engagent à soutenir l'association Art Public :

Partenaire	Montant annuel
Etat – D.D.C.S	1 500 €
Etat – D.R.A.C	2 000 €
Région	15 000 €
Dijon Métropole	14 000 €
Ville de Chenôve	2 800 €
Ville de Dijon	12 000 €

Ville de Longvic	1 000 €
Ville de Quétigny	1 800 €
Ville de Talant	3 000 €
<b>TOTAL</b>	<b>53 100 €</b>

La participation de la ville de Chenôve s'élèverait donc à 2 800 € par année.

Vu le projet de convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens, joint en annexe,

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité et Culture en date du 2 décembre 2020.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'autoriser Monsieur le Maire à signer l'avenant à la convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens pour les exercices 2021 et 2022 avec l'association Art Public aux conditions exposées,**

**ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
30 POUR

## **15 - AUTORISATION DE SIGNATURE DES AVENANTS DU CONTRAT TERRITOIRE LECTURE (C.T.L) MÉTROPOLITAIN ET DE LA CONVENTION DE COOPÉRATION CULTURELLE (C.C.C.) AVEC L'INTÉGRATION DE LA VILLE DE TALANT AUX DISPOSITIFS CULTURELS MÉTROPOLITAINS POLITIQUE DE LA VILLE**

Le diagnostic du pilier « cohésion sociale » du Contrat de ville 2015-2020, prorogé par l'État jusqu'en 2022, a mis en évidence la présence en nombre d'équipements culturels et de structures associatives dans les quartiers de la Politique de la ville (QPV). Pour autant, les habitants de ces quartiers les fréquentant peu, un fort besoin de médiation était attendu sur ces territoires.

C'est pourquoi, pour organiser différents modes de médiation, une Convention Culture et Territoires ainsi que son annexe, un Contrat Territoire Lecture, ont été signés le 29 septembre 2016 entre le Ministère de la Culture (DRAC de Bourgogne-Franche-Comté), l'Éducation nationale (Rectorat de l'Académie de Dijon) et la Communauté urbaine du Grand Dijon, pour la période 2016-2018.

Cette convention et ce contrat témoignaient de la volonté des signataires de définir une stratégie commune de développement de l'action culturelle, pour et avec les habitants des quartiers Politique de la ville. Les actions mises en œuvre dans ce cadre, en 2016-2018, ont posé les bases d'un projet culturel appliqué à la Politique de la ville, en collaboration avec les communes de Chenôve, Dijon, Longvic, Quetigny et Talant.

Ces actions leur ont permis de déterminer des objectifs et d'élaborer des dispositifs partagés en matière culturelle dans ces quartiers, favorisant ainsi l'émergence de nouvelles pratiques communes, notamment entre les bibliothèques municipales présentes en leur cœur ou à proximité.

Par conséquent, pour poursuivre le travail engagé et renforcer les actions entreprises, une Convention de Coopération Culturelle 2019-2022 et un Contrat Territoire Lecture 2019-2022 qui constitue sa déclinaison dans le champ de la lecture publique, ont été approuvés lors du Conseil municipal du 24 juin 2019. Les communes de la politique de la ville à l'exception de Talant, ont souhaité en être signataires aux côtés de Dijon métropole, de la DRAC de Bourgogne-Franche-Comté et de l'Éducation nationale.

La ville de Talant a exprimé, par un courrier de Monsieur le maire de Talant adressé à Monsieur le Président de Dijon Métropole en date du 31 août 2020, sa volonté de rejoindre les partenaires signataires de la Convention de Coopération Culturelle et du Contrat Territoire Lecture, pour la période 2021-2022, au motif que la culture est un levier de développement des quartiers politique de la ville en ce qu'elle valorise les compétences des habitants, leur appropriation du territoire, ainsi que la création et l'animation du lien social.

Afin d'enrichir et de renforcer la coopération territoriale en matière culturelle de toutes les communes de la politique de la ville, il est proposé d'approuver, par voie d'avenant, la réintégration de la ville de Talant, pour les années 2021 et 2022, dans les deux dispositifs culturels du contrat de ville que sont la Convention de Coopération Culturelle 2019-2022 et le Contrat Territoire Lecture 2019-2022.

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 2 décembre 2020.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'autoriser monsieur le Maire à signer les projets d'avenants à la Convention de Coopération Culturelle 2019-2022 et au Contrat Territoire Lecture 2019-**

**2022 annexés au présent rapport intégrant la ville de Talant au sein des deux dispositifs,**

**ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
30 POUR

## **16 - AUTORISATION DE SIGNATURE DE LA CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DE LOCAUX DU CÈDRE À L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DE MUSIQUE (E.S.M.) BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ**

L'École Supérieure de Musique (E.S.M.) Bourgogne-Franche-Comté est accréditée par le ministère de la Culture et, à ce titre, est autorisée à délivrer les diplômes suivants :

- le Diplôme National Supérieur Professionnel de Musicien (DNSPM) Instrumentiste/Chanteur dans les domaines : Musiques classique à contemporaine, Musique ancienne, Jazz et Musiques actuelles amplifiées,
- le DNSPM de Chef d'ensembles instrumentaux et vocaux,
- le DNSPM Métiers de la création - composition,
- le Diplôme d'État (DE) d'enseignement instrumental ou vocal dans les domaines : Classique à contemporain, Jazz et Musiques improvisées, Musiques actuelles amplifiées, Musique ancienne et dans les disciplines Direction d'ensembles vocaux, Direction d'ensembles instrumentaux, Formation musicale, Accompagnement - option musique.

Dans ce cadre, elle souhaite donner une visibilité spécifique et des conditions de travail optimales à son département de Musiques actuelles, ancrer la formation sur un territoire urbain ayant des enjeux sociaux forts, développer des partenariats pérennes dans le domaine de l'éducation artistique et culturelle et favoriser ainsi l'insertion professionnelle de ses étudiants.

La Ville de Chenôve est propriétaire du Centre de culture et de rencontre - le Cèdre. Au sein de cet établissement, le Conservatoire à Rayonnement Communal (CRC) de Chenôve propose ses enseignements et activités. Par le Cèdre et le C.R.C, la Ville de Chenôve souhaite accroître qualitativement les propositions d'action culturelle et artistique en faveur de sa population et développer sur son territoire une programmation culturelle de haut niveau, une offre de formation et de pratique dans le domaine des Musiques actuelles, en lien avec les enseignements dispensés au sein de son Conservatoire et avec les activités d'éducation artistique et culturelle proposées dans le cadre de la politique de la Ville.

Depuis 2016, l'E.S.M et la Ville de Chenôve se retrouvent régulièrement autour de projets artistiques communs où exigence et développement culturel se mêlent.

La présente convention entre la Ville de Chenôve et l'École Supérieure de Musique (E.S.M.) Bourgogne-Franche-Comté est conclue pour une première année d'activité, du 1<sup>er</sup> janvier au 16 juillet 2021. Elle est une première étape visant à consolider un partenariat sur le long terme entre la Ville de Chenôve et l'E.S.M. en faveur de la formation des élèves, de la promotion et de la formation des musiques actuelles.

En cas de renouvellement, les deux parties s'entendent sur le principe de conclure une convention pluriannuelle afin de pérenniser l'accueil des activités de l'École Supérieure de Musique (E.S.M.) Bourgogne-Franche-Comté au sein du Cèdre et du Conservatoire à rayonnement communal de Chenôve.

Vu le projet de convention joint en annexe,

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 2 décembre 2020.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de mise à disposition de locaux du Cèdre, à titre gratuit, à l'École Supérieure de Musique**

**(E.S.M.) Bourgogne-Franche-Comté,**

**ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
30 POUR

## COHESION SOCIALE ET URBAINE

### 17 - APPROBATION DES CONVENTIONS D'UTILISATION DE L'ABATTEMENT DE LA TAXE FONCIÈRE SUR LES PROPRIÉTÉS BÂTIES (TFPB)

Il est rappelé que, dès lors qu'un contrat de ville est signé, la loi de finances 2015 prévoit un abattement de 30 % sur la base d'imposition de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB) pour les logements à loyer modéré situés dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville. Cet abattement permet aux bailleurs de compenser partiellement les surcoûts de gestion liés aux besoins spécifiques des quartiers concernés.

Par délibération du 7 novembre 2016, le Conseil municipal a approuvé les conventions d'utilisation de l'abattement de TFPB par les quatre bailleurs concernés pour la période 2016-2018. Ces conventions ont été prolongées, par délibération du 7 décembre 2018, de deux années supplémentaires afin de se caler sur la durée du contrat de ville de Dijon Métropole 2015-2020.

À Chenôve, cet abattement de TFPB concerne 1 615 logements situés dans le quartier du Mail appartenant aux quatre bailleurs suivants : Orvitis (957 logements), Grand Dijon Habitat (402 logements), Habellis (169 logements) et CDC Habitat (87 logements).

En 2019, l'abattement de TFPB consenti aux bailleurs concernés représentait un montant total de 406 887 €, répartis de la manière suivante :

Bailleur	Nombre de logements concernés par l'abattement de TFPB	Montant prévisionnel de l'abattement de TFPB 2019	Montant des dépenses valorisées au titre de l'abattement TFPB 2019
Orvitis	957	219 819 €	227 805 €
Grand Dijon Habitat	402	100 023 €	144 722 €
Habellis	169	66 900 €	62 007 €
CDC Habitat	87	20 145 €	52 606 €
<b>TOTAL</b>	<b>1 615</b>	<b>406 887 €</b>	<b>487 140 €</b>

Il convient de noter que les dépenses valorisées par les bailleurs d'un montant total de 487.140 euros en 2019 sont supérieures au montant prévisionnel de l'abattement de TFPB de près de 20 %.

La loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 a prolongé les contrats de ville jusqu'au 31 décembre 2022 entraînant de fait un maintien, jusqu'à cette date, des périmètres des quartiers prioritaires de la politique de la ville et des mesures fiscales accordées spécifiquement à ces quartiers. Les conventions actuelles d'utilisation de l'abattement de TFPB arrivant à échéance le 31 décembre 2020, il convient d'en établir de nouvelles pour l'année 2021.

Annexées à la présente délibération, ces nouvelles conventions d'utilisation de l'abattement de TFPB précisent le cadre et les modalités de suivi des programmes d'actions que les bailleurs s'engagent à mettre en œuvre en compensation de cet abattement soit par un renforcement des moyens de gestion de droit commun, soit par la mise en place d'actions ou de moyens spécifiques. Ces conventions sont signées par l'État, Dijon Métropole, la ville de Chenôve et chacun des quatre bailleurs.

Les actions valorisées par les bailleurs participent à l'atteinte des objectifs fixés dans le pilier « cadre de vie et renouvellement urbain » du contrat de ville de Dijon Métropole et

s'inscrivent dans le cadre de la démarche de Gestion Urbaine et Sociale de Proximité (GUSP) animée par la collectivité.

La nature des actions proposées est variable d'un bailleur à l'autre en fonction de leur organisation propre et de leurs modalités d'intervention particulières. Néanmoins, les actions conduites se déclinent selon les axes suivants :

- renforcement de la présence du personnel de proximité,
- formation et soutien des personnels de proximité,
- sur-entretien,
- gestion des déchets et des encombrants,
- tranquillité résidentielle,
- concertation et sensibilisation des locataires,
- animation, lien social, vivre ensemble,
- travaux de remise en état des logements...

Les actions proposées par les bailleurs feront l'objet d'un suivi régulier au niveau communal et d'un bilan annuel qui sera présenté à l'État, à Dijon Métropole et à la commune de Chenôve.

Vu les projets de convention joints en annexe à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission Projets de ville, Transition écologique, Travaux en date du 1<sup>er</sup> décembre 2020,

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 2 décembre 2020.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'approuver les projets de conventions d'utilisation de l'abattement de taxe foncière sur la propriété bâtie, jointes au présent rapport,**

**ARTICLE 2 : D'autoriser Monsieur le Maire à y apporter, le cas échéant, des modifications ne remettant pas en cause leur économie générale,**

**ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Maire à signer ces conventions,**

**ARTICLE 4 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

#### **VOTES**

29 POUR

1 NE PREND PAS PART AU VOTE :

M. LACHAMBRE



## DOMAINE ET PATRIMOINE

### 18 - DÉSAFFECTATION ET DÉCLASSEMENT DU DOMAINE PUBLIC DE LA PLACE DU 19 MARS 1962

Par courrier du 19 mars 2018 du Cabinet SOULARD (syndic de la copropriété « Les Primevères »), la Ville a été sollicitée afin d'étudier une proposition d'acquisition par la copropriété, d'une partie de la Place du 19 mars 1962, dans la perspective d'agrandir l'emprise foncière de la copropriété et répondre à la demande de privatisation du stationnement des résidents.

Il est rappelé que, dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU), le secteur Renan fera l'objet d'interventions lourdes sur le cadre bâti (démolitions partielles, réhabilitations, résidentialisations, ...) et sur les équipements publics (réhabilitation/extension de la bibliothèque François Mitterrand, ...).

Cette perspective de requalification du secteur Renan soulève la question du devenir de la Place du 19 mars 1962. Aujourd'hui, elle est affectée au stationnement public dans un secteur où le besoin de stationnement est moindre depuis la démolition de la tour n°12 rue Renan et devrait se réduire davantage avec la démolition partielle de l'immeuble Matisse situé à proximité immédiate.

Dans ce contexte, la place du 19 mars 1962 pourrait, à terme, faire l'objet :

- soit d'une cession de tout ou partie de son emprise à la copropriété « Les Primevères »,
- soit d'un aménagement intégré dans le projet de réhabilitation/extension de la bibliothèque François Mitterrand.

Il est précisé que le devenir de cette Place et son futur aménagement feront l'objet d'une concertation associant les riverains et, plus particulièrement, des représentants de la copropriété « Les Primevères ».

L'opération envisagée ayant pour conséquence une modification des fonctions de desserte de circulation et de stationnement d'une emprise dépendant du domaine public métropolitain, il convient au préalable d'effectuer une enquête publique en vue de sa sortie du domaine public.

Cette voirie étant métropolitaine, il appartiendra à Dijon Métropole d'accomplir toutes les démarches nécessaires menant à une procédure d'enquête publique, de désaffectation et de déclassement du domaine public,

Vu notamment le Code de la Voirie Routière et ses articles L.141-3 et suivants et R.141-4 et suivants relatifs aux modalités de l'enquête publique,

Vu l'avis de la commission Projets de ville, Transition écologique, Travaux en date du 1er décembre 2020,

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 2 décembre 2020.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : De mandater Dijon métropole à engager les formalités administratives préalables au déclassement du domaine public métropolitain de l'emprise foncière conformément aux conditions exposées,**

**ARTICLE 2 : D'autoriser Monsieur le Maire à signer tout acte à intervenir pour l'exécution de cette décision,**

**ARTICLE 3 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
30 POUR

## FINANCES

**19 - AUTORISATION D'ENGAGER, LIQUIDER, MANDATER LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT AVANT LE VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2021**

Conformément à l'article 1612-1 du Code général des collectivités territoriales qui stipule que « Dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

L'autorisation mentionnée à l'alinéa ci-dessus précise le montant et l'affectation des crédits. (...) Les crédits correspondants, visés aux alinéas ci-dessus, sont inscrits au budget lors de son adoption. Le comptable est en droit de payer les mandats et recouvrer les titres de recettes émis dans les conditions ci-dessus. »

Compte tenu que l'adoption du budget primitif pour 2021 est prévue le 29 mars 2021, il convient d'affecter par anticipation des crédits d'investissement, dans la limite du quart de ceux votés en 2020 (4 603 360 €), afin de permettre le lancement de consultations pour des travaux à réaliser dans des délais contraints, ainsi que l'acquisition d'équipements indispensables aux services.

Il est donc proposé d'exécuter par anticipation le budget d'investissement à hauteur de **1 144 840 €**.

Opération	Montant	Imputation
Logiciel Ressources Humaines	20 000,00	20/2051
Matériel d'entretien des espaces verts et scie à onglet	5 100,00	21/2158
Postes de travail (ordinateurs)	10 000,00	21/2183
Mobilier	5 000,00	21/2184
Police municipale : 9 pistolets et tube chargement/déchargement	5 800,00	21/2188
Urnes et isoloirs	3 000,00	21/2188
Équipement des restaurants scolaires	5 000,00	21/2188
La Fabrique : matériel pédagogique	3 000,00	21/2188
Hôtel de ville : rénovation thermique (seconde tranche)	470 000,00	23/2313
Maternelle Jules Ferry : rénovation générale (1 <sup>re</sup> tranche)	240 000,00	23/2313
Démolition du centre de loisirs	200 000,00	23/2313
Élémentaire Gambetta : rénovation des sanitaires	40 000,00	23/2313

Levée des réserves électriques	15 000,00	23/2313
Reconstruction gymnase du Mail : avances sur travaux	122 940,00	23/238
<b>TOTAL</b>	<b>1 144 840 €</b>	

Les crédits correspondants seront inscrits au budget primitif 2021.

Vu l'avis de la commission Projets de ville, Transition écologique, Travaux en date du 1<sup>er</sup> décembre 2020,

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 2 décembre 2020.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'autoriser Monsieur le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses mentionnées ci-dessus,**

**ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A LA MAJORITE ces propositions par :

**VOTES**

29 POUR

1 ABSTENTION :

M. MICHEL

## 20 - TARIFS 2021 DES SERVICES MUNICIPAUX

Par délibérations n° DEL\_2019\_111A du 16 décembre 2019, le Conseil municipal a adopté les tarifs de l'ensemble des services municipaux relevant de sa compétence et pris acte de la communication des tarifs adoptés par décision de M. le Maire sur délégation de pouvoir du Conseil municipal conformément à l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales.

Il est rappelé que les tarifs sont présentés dans deux annexes séparées permettant de distinguer :

- Les tarifs relevant de la compétence du conseil municipal et devant être soumis à son approbation (annexe 1),
- Les tarifs (location ou prix de cession) adoptés par décision de M. le Maire sur délégation de pouvoir de l'assemblée délibérante, celle-ci devant prendre acte de leur communication (annexe 2).

Considérant le travail effectué les exercices précédents pour conserver une stabilité des recettes entre exercices budgétaires, les tarifs applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021 ne nécessitent pas d'augmentations notoires, mais seulement quelques adaptations conjoncturelles.

Quelques tarifs ont été adaptés aux contingences économiques. C'est le cas pour le cimetière, avec un nouveau tarif introduit pour couvrir les frais de vacations funéraires et la redevance pour les plaques d'identification qui est désormais au prix coûtant. De même, les redevances d'occupation des logements du domaine public, après deux ans de stabilité, sont revalorisées en fonction de l'évolution de l'indice de revalorisation des loyers au cours de ces deux années.

Les tarifs seront applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021, et ce jusqu'à ce que de nouveaux tarifs soient éventuellement votés, eu égard aux évolutions conjoncturelles.

Vu l'article L.2121-29 du Code général des collectivités territoriales,

Vu les articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération n° DEL\_2019\_111A du 16 décembre 2019,

Vu les documents joints en annexe,

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 2 décembre 2020,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 3 décembre 2020.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'adopter les tarifs de l'annexe n° 1 selon les principes développés dans le présent rapport,**

**ARTICLE 2 : De prendre acte de la communication des tarifs (locations ou prix de cession) de l'annexe n° 2 adoptés par décision de M. le Maire sur délégation de pouvoir du conseil municipal conformément à l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales.**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
30 POUR

## RESSOURCES HUMAINES

### 21 - CRÉATION DE POSTE D'ADULTE-RELAIS

Créé par le comité interministériel des villes du 14 décembre 1999, le programme « Adultes-relais » encadre des interventions de proximité dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV).

Le dispositif vise la mise en place d'actions de médiation sociale dans les QPV afin d'améliorer les rapports sociaux entre les habitants au moyen d'une aide financière versée par l'État à l'employeur.

L'adulte-relais exerce des missions spécifiques telles que :

- accueillir, écouter, exercer toute activité qui concourt au lien social ;
- informer et accompagner les habitants dans leurs démarches, faciliter le dialogue entre services publics et usagers, et notamment établir des liens entre les parents et les services qui accueillent leurs enfants ;
- contribuer à améliorer ou préserver le cadre de vie ;
- prévenir et aider à la résolution des petits conflits de la vie quotidienne par la médiation et le dialogue ;
- faciliter le dialogue entre les générations, accompagner et renforcer la fonction parentale par le soutien aux initiatives prises par les parents ou en leur faveur ;
- contribuer à renforcer la vie associative locale et développer la capacité d'initiative et de projet dans le quartier et la ville.

Dès 2002, la Ville de Chenôve s'est inscrite à plusieurs reprises au sein du dispositif « Adultes-relais ».

Dans le cadre du contrat de ville, il est proposé de créer de nouveaux postes d'adultes-relais, afin de renforcer l'information et l'accompagnement des habitants, et plus particulièrement des jeunes, dans leurs démarches administratives pour l'accès aux droits et à des parcours d'insertion professionnelle, mais également d'assurer un renfort pour la lutte contre la fracture numérique.

La Ville de Chenôve envisage la création d'un poste d'« Adulte-relais » pour le Point Information Jeunesse (P.I.J.). Il est également envisagé la création d'un autre poste pour l'Espace Public Numérique (E.P.N.), qui dépend du C.C.A.S. de Chenôve.

Un dossier de candidature employeur au dispositif doit être transmis à la Direction départementale de la cohésion sociale de la Côte-d'Or.

L'attribution de postes d'adultes-relais est ensuite formalisée par une convention entre l'État et les organismes susceptibles de bénéficier du dispositif.

Les candidats devront respecter les critères suivants :

- être âgé(e) de 30 ans au moins, sans emploi ou bénéficiant d'un contrat « parcours emploi compétences »,
- résider dans un quartier prioritaire de la politique de la ville.

Les collectivités territoriales ne peuvent conclure que des contrats à durée déterminée, dans la limite d'une durée de trois ans renouvelable une fois, à temps plein ou à temps partiel (au minimum à mi-temps).

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 2 décembre 2020,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 3 décembre 2020.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'approuver la création de poste d'adulte-relais décrit ci-dessus, à savoir un poste pour le Point Information Jeunesse (P.I.J.),**

**ARTICLE 2 : D'autoriser Monsieur le Maire à déposer le dossier de candidature au dispositif « Adultes-relais » auprès des services déconcentrés de l'État,**

**ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Maire à signer les conventions relatives au dispositif « Adultes-relais »,**

**ARTICLE 4 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
30 POUR



## **22 - MODIFICATIONS DES PLAFONDS ANNUELS DE L'ATTRIBUTION DE L'INDEMNITÉ DE FONCTIONS, DE SUJÉTIONS ET D'EXPERTISE (I.F.S.E.) DU RÉGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJÉTIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (R.I.F.S.E.E.P.)**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment son article 88 relatif au maintien, à titre individuel, de montants indemnitaires,

Vu le décret n° 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'État et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés,

Vu le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,

Vu le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

Vu les arrêtés pris pour application dans les services et corps de l'État,

Vu la circulaire NOR : RDFF1427139C du 5 décembre 2014 applicable à la fonction publique de l'Etat relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,

Vu la circulaire du 3 avril 2017 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,

Le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 a instauré un Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel afin d'harmoniser et de simplifier la structure indemnitaire, de valoriser les fonctions des agents, de reconnaître la spécificité ou les difficultés de certaines missions et de reconnaître les parcours professionnels et les acquis de l'expérience.

Ce nouveau régime indemnitaire est composé de deux parties :

- L'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E.) qui vise à valoriser l'exercice des fonctions et constitue l'indemnité principale de ce nouveau régime indemnitaire. Cette indemnité repose, d'une part, sur une formalisation précise de critères professionnels et d'autre part, sur la prise en compte de l'expérience professionnelle,
- Le complément indemnitaire annuel (C.I.A.) lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir.

Lors de la mise en place de ce nouveau dispositif, par une délibération n° DEL\_2017\_113 du 18 décembre 2017, la Ville s'était engagée à rééquilibrer le régime indemnitaire des différentes catégories d'agents compte tenu de l'hétérogénéité qu'il pouvait y avoir et ce, à l'intérieur d'une même catégorie d'agents.

Ce « rééquilibrage » devait également permettre de remettre de l'équité dans l'attribution des diverses primes.

Afin de mener à bien cette démarche, et comme cela a déjà été fait par délibération n° DEL\_2019\_079 du 23 septembre 2019, il est aujourd'hui nécessaire d'augmenter les plafonds d'attribution de l'I.F.S.E. comme suit :

- Cadre d'emplois de catégorie A

Les emplois de catégorie A sont répartis dans 4 groupes de fonctions auxquels

correspondent les montants plafonds suivants :

Groupe	Fonctions	Montants mini annuels IFSE	Anciens montants plafonds annuels IFSE	Nouveaux montants plafonds annuels IFSE
<b>Groupe 1</b>	Direction générale des services Directeur de cabinet	1 080 €	22 000 €	23 500 €
<b>Groupe 2</b>	Directeur de service Encadrement stratégique	1 080 €	15 000 €	16 500 €
<b>Groupe 3</b>	Responsable de service Encadrement opérationnel Chef de cabinet	1 080 €	11 000 €	12 500 €
<b>Groupe 4</b>	Chargé de mission Coordination de projets	1 080 €	10 000 €	11 500 €

- Cadre d'emplois de catégorie B

Les emplois de catégorie B sont répartis en 3 groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds suivants :

Groupe	Fonctions	Montants mini annuels IFSE	Anciens montants plafonds annuels IFSE	Nouveaux montants plafonds annuels IFSE
<b>Groupe 1</b>	Directeur de service / Responsable de service / Encadrement opérationnel	840 €	9 500 €	11 000 €
<b>Groupe 2</b>	Chargé de mission Coordination de projets	840 €	8 500 €	10 000 €
<b>Groupe 3</b>	Chargé de gestion...	840 €	7 500 €	9 000 €

- Cadre d'emplois de catégorie C

Les emplois de catégorie C sont répartis dans 4 groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds suivants :

Groupe	Fonctions	Montants mini annuels IFSE	Anciens montant plafonds annuels IFSE	Nouveaux montants plafonds annuels IFSE
<b>Groupe 1</b>	Responsable de service	725 €	7 000 €	8 500 €
<b>Groupe 2</b>	Responsable d'équipe ou coordination de projets	725 €	6 000 €	7 500 €

<b>Groupe 3</b>	Agent à fonctions particulières	725 €	5 500 €	7 000 €
<b>Groupe 4</b>	Agent d'exécution ou d'accueil	725 €	4 500 €	6 000 €

Il est précisé que les autres termes de la délibération n° DEL\_2017\_113 du 18 décembre 2017 restent inchangés.

Les crédits correspondant à l'ensemble des dispositions ci-dessus mentionnées sont inscrits au budget de la collectivité,

Vu l'avis du Comité technique en date du 11 décembre 2020,

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 2 décembre 2020.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'approuver les modifications des plafonds annuels d'attribution de l'I.F.S.E. conformément aux conditions exposées,**

**ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
30 POUR

La séance est levée à 21 h 04.



*Thierry Falconnet*  
Thierry FALCONNET